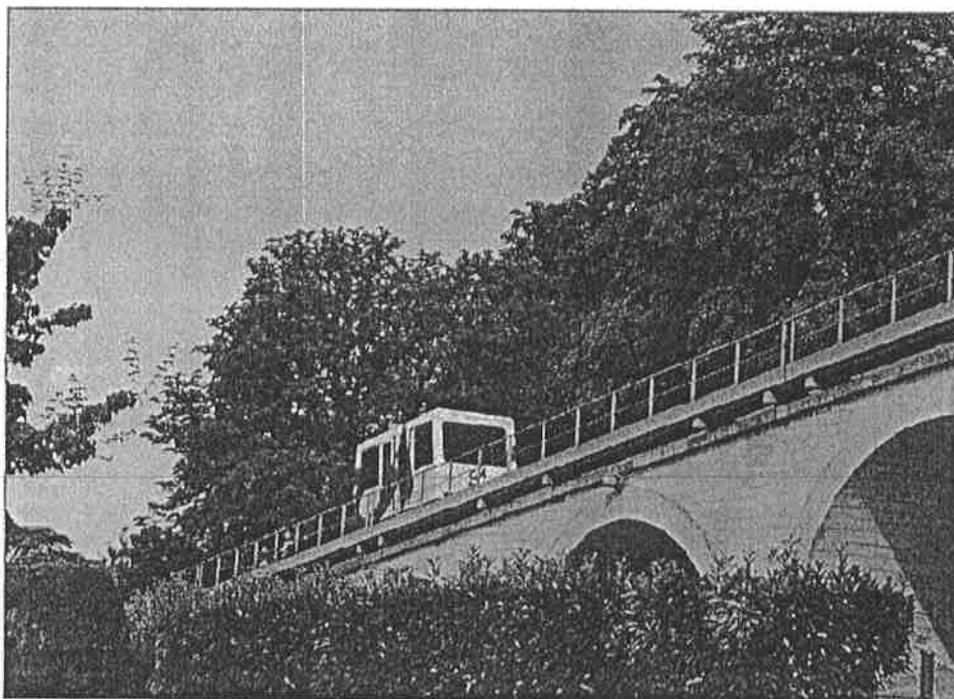


LAON

Une action en justice contre la fermeture du Poma



Le Poma doit faire son dernier voyage le 27 août

Alors que son dernier voyage est programmé ce samedi 27 août, le dossier du Poma de Laon sera examiné ce jeudi à 14 h 30 par le tribunal administratif d'Amiens. C'est l'association Agir pour le Poma qui a déposé une requête en référé suspension devant cette juridiction contre la délibération de la communauté d'agglomération du Pays de Laon actant cette décision.

« Rétablir la vérité sur les chiffres »

« Ce que nous souhaitons, c'est que le tribunal administratif nous donne du temps pour que soit réalisée une vraie étude puisque l'autorisation d'exploitation est prévue jusqu'au 31 décembre », explique le président de l'association, Jean-Mi-

chel Bevière, pour qui les élus communautaires « n'ont pas été bien informés sur ce dossier, avec une valse des chiffres énormes. Cela doit être l'occasion de rétablir la vérité. C'est déjà une bonne chose que notre dossier ait été jugé recevable. »

Par ailleurs, précise Jean-Michel Bevière, cette requête en référé suspension « sera couplée avec un recours sur le fond en annulation ». C'est le président d'Agir pour le Poma qui, jeudi, plaidera la cause devant les juges administratifs.

Sollicité, le président de la communauté d'agglomération du Pays de Laon, Antoine Lefèvre, n'a « pas souhaité réagir pour le moment. J'attends que la justice se prononce sur ce dossier. »

PHILIPPE ROBIN

L'union du 24/08

LA SALADE LAONNOISE

Le député sortant apparenté PS entretient toujours, avec un brin de malice, le suspense sur sa participation aux prochaines législatives. René Dosière, qui met par ailleurs la dernière main à un nouvel ouvrage sur l'utilisation de l'argent public, sera-t-il candidat à sa propre succession ? A droite comme à gauche, on est (presque) persuadé que oui, il ira, ne cédant pas à la tentation de Venise. « S'il est sûr de gagner », pondère néanmoins un observateur attentif de la vie politique locale. Mais là, sauf à être devin, difficile de parier !

JUSTICE

Le dossier Poma examiné par le tribunal administratif

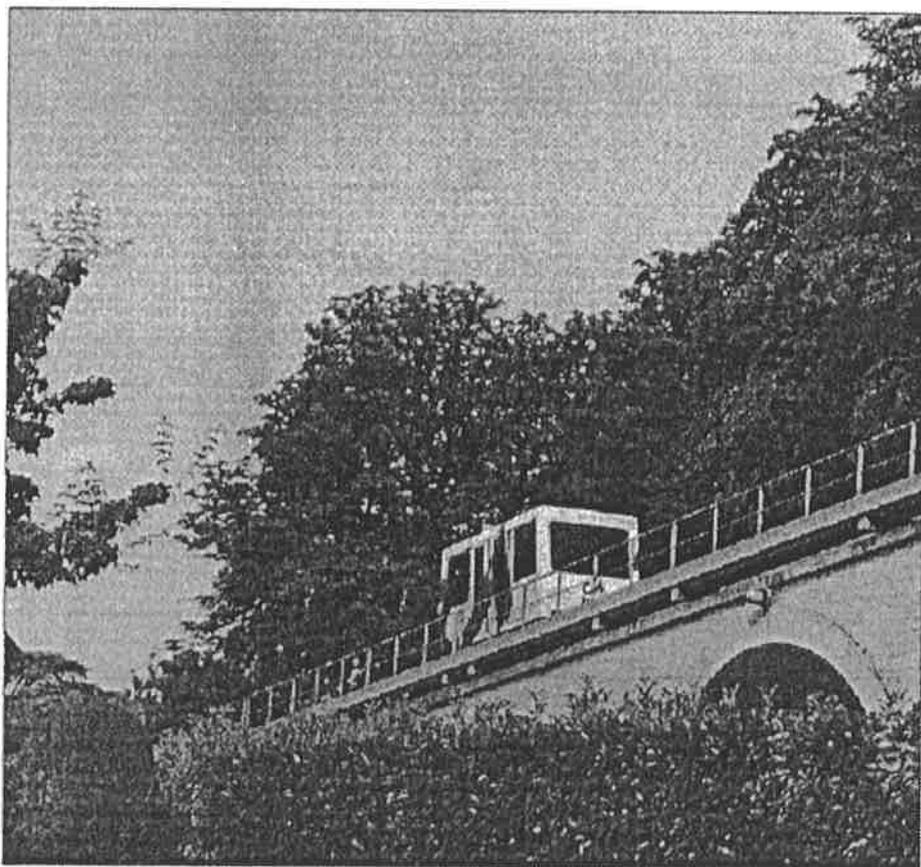
Ce jeudi après-midi, le tribunal administratif d'Amiens examinera la requête déposée par l'association Agir pour le Poma.

A lors que son dernier voyage est programmé ce samedi 27 août, le dossier du Poma de Laon sera examiné ce jeudi à 14 h 30 par le tribunal administratif d'Amiens. C'est l'association Agir pour le Poma qui a déposé une requête en référé suspension devant cette juridiction contre la délibération de la communauté d'agglomération du Pays de Laon actant cette décision.

« Nous souhaitons que le tribunal administratif nous donne du temps pour que soit réalisée une vraie étude »

Jean-Michel Bevière

« Ce que nous souhaitons, c'est que le tribunal administratif nous donne du temps pour que soit réalisée une vraie étude puisque l'autorisation d'exploitation est prévue jusqu'au 31 décembre », explique le président de l'association, Jean-Michel Bevière, pour qui les élus communautaires « n'ont pas été bien informés sur ce dossier, avec une valse des chiffres énormes. Cela doit être l'occasion de rétablir la vérité. C'est déjà une



Une première action en justice pour le Poma.

bonne chose que notre dossier ait été jugé recevable. »

Par ailleurs, précise Jean-Michel Bevière, cette requête en référé suspension « sera couplée avec un recours sur le fond en annulation ». C'est le président d'Agir pour le Poma qui, jeudi, plaidera la cause devant les juges

administratifs.

Sollicité, le président de la communauté d'agglomération du Pays de Laon, Antoine Lefèvre, n'a « pas souhaité réagir pour le moment. J'attends que la justice se prononce sur ce dossier. »

PHILIPPE ROBIN

POLITIQUE

Ces élus locaux derrière Sarkozy

Officiellement candidat à la primaire, Nicolas Sarkozy a, depuis, reçu les soutiens de Catherine Vautrin (Marne) et de Philippe Richert (Grand Est). Qui sont nos sarkozystes ?

La primaire à droite entre dans une nouvelle phase, avec l'officialisation, lundi, de la candidature de Nicolas Sarkozy. Cela ne faisait pas un pli pour l'opinion publique et pour les élus. D'ailleurs, certains avaient déjà annoncé leur ralliement à l'ancien chef de l'État, d'autres se sont manifestés depuis. Voici un tour d'horizon de ceux qui soutiennent et vont faire campagne d'ici fin novembre, et le scrutin de la droite, pour Nicolas Sarkozy dans l'Aisne, la Marne et les Ardennes.

DÉJÀ DÉVOUÉS Le sénateur (LR) et président du conseil départemental de la Marne, René-Paul Savary, demeure fidèle à Nicolas Sarkozy depuis des années. Il renouait déjà campagne pour soutenir sa candidature. Autre fidèle depuis 2007, la jeune Laure Miller, adjointe au maire de Reims et vice-présidente du conseil départemental de la Marne, est encore au plus près de l'ancien président, dans son équipe de campagne.

Dans l'Aisne et les Ardennes, aucune personnalité ne s'était dévoilée jusqu'à présent en faveur de Sarkozy. À l'inverse, dans les départements limitrophes, ils sont déjà nombreux : François Baroin, le sénateur-maire (LR) de Troyes (Aube), et président de la puissante association des maires de France ; Luc Chatel, ancien maire (LR) de Chaumont et député de la Haute-Marne ; Éric Woerth, le député-maire de Chantilly (Oise) et secrétaire général de LR ou Christian Jacob, député-maire de Provins (Seine-et-Marne) et président du groupe LR à l'Assemblée. Le dernier, avant l'officialisation de la candidature de Sarkozy, fut Gérard Darmanin, maire (LR) de Tourcoing (Nord) et vice-président de la Région Hauts-de-France où il est le bras droit de Xavier Bertrand. Depuis samedi, et son annonce, beaucoup lui promettent le poste de directeur de campagne de Nicolas Sarkozy.

CEUX QUI SE MALOIENT jusque-là, Catherine Vautrin se réservait. La députée (LR) de la Marne et présidente de l'agglomération de Reims s'est dévoilée lundi soir par sa présence au dîner autour de Nicolas Sarkozy et de ses principaux soutiens à



Députée de la Marne, Catherine Vautrin (à gauche) a annoncé son soutien à Nicolas Sarkozy et pourrait devenir sa porte-parole de campagne, alors qu'Arnaud Robinet, maire de Reims (à droite) vogue pour Bruno Le Maire. Hervé Oudin

Paris. « Après mûre réflexion, j'ai décidé de m'engager auprès de lui pour la France », confie-t-elle. Quant à son éventuel poste de porte-parole de Nicolas Sarkozy, avec le député (LR) des Alpes-Maritimes, Éric Clotti, elle se retranche derrière « l'organigramme qui devrait être précisé cette semaine », avant de préciser qu'elle souhaite « aller au-delà d'un simple parrainage à une candidature. Je veux m'engager activement à ses côtés ». Catherine Vautrin a été ministre de 2004 à 2007 dans des gouverne-

ments Raffarin et Villepin, mais jamais sous Nicolas Sarkozy.

L'autre ralliement n'a pas tardé, mardi matin, par le biais d'un communiqué, Philippe Richert, président (LR) de la Région Grand Est, et président de l'association des régions de France (ARF), a annoncé son soutien à la candidature de Nicolas Sarkozy. Ministre (des collectivités territoriales de 2010 à 2012) de ce dernier, il explique sa décision : « Je ne suis pas un tenu de la droite forte. C'est en tant que centriste convaincu, fidèle à

mes valeurs humanistes, attaché au dialogue et au respect de l'autre, soucieux du devenir des Françaises et des Français, que je m'exprime aujourd'hui et que je rejoins les projets et l'ambition qu'incarne Nicolas Sarkozy pour la France. »

CEUX QUI ATTENDENT ENCORE Au-delà des parlementaires et personnalités de premier rang qui se sont positionnées pour un autre candidat (lire ci-contre), certains de nos élus attendent encore. Au premier rang

Bertrand Fricoteaux et Lefèvre (Aisne), Poletti, Warsmann et Ravignon (Ardennes) refusent toujours de se prononcer sur le candidat qu'ils souhaitent soutenir

d'entre eux figure le président des Hauts-de-France et ancien maire (LR) de Saint-Quentin, Xavier Bertrand. Un temps, il avait envisagé de se lancer dans cette primaire. Il conserve une posture d'attente. « Il souhaite voir quels candidats reprendront ses propositions, ses lignes de force. Il se prononcera ensuite », indique son entourage. D'ailleurs, dans l'Aisne, où s'interroge toujours beaucoup : Frédéric Macarez, maire (LR) de Saint-Quentin, ne s'est pas encore positionné sur son parrainage. Antoine Lefèvre, sénateur-maire (LR) de Laon, « ne souhaite pas (s')exprimer dès à présent sur cette primaire ». Christophe Coulon (vice-président CR Hauts-de-France) s'en « tient toujours au choix de neutralité » et Julien Dive, député (LR), après des rencontres avec Bruno Le Maire et Nicolas Sarkozy, veut encore « soumettre des propositions aux candidats afin de juger celui qui sera le plus réceptif ».

Dans les Ardennes, le maire divers droite de Reims, Guy Deramiaux (ancien adhérent de l'UMP) attend « quelqu'un capable de prendre les bonnes décisions durant son mandat sans penser au suivant ». Il ne s'est pas positionné mais pense qu'Alain Juppé peut remplir ce rôle. Boris Ravignon, maire LR de Charleville-Mézières et ancien conseiller du Président Nicolas Sarkozy, n'a pas tranché. « J'espère que le débat sur les projets puisse enfin s'engager. Je lis, j'écoute, je discute. Et puis je décide ». Pas de décision non plus pour Jean-Luc Warsmann, député LR, ni pour sa collègue de l'Assemblée Bérangère Poletti (LR) ainsi que pour Jean-François Lecler, président de l'UDI selon qui « le pays a besoin d'une offre politique plus novatrice. Il manque une vraie candidature de l'UDI », dit-il, en espérant que Jean-Louis Borloo se déclare.

FÉDÉRIC DOUIS ET JEAN-MICHEL FRANÇOIS

Ils roulent déjà pour d'autres candidats

POUR ALAIN JUPPÉ Les députés Benoist Apparu (LR, Marne, maire de Châlons-en-Champagne), Charles de Courson (UDI, Marne) ; les sénateurs UDI de la Marne Yves Détraigne et Françoise Féret ; le président (LR) de l'agglomération de Châlons Bruno Bourg-Broc ; les maires d'Épernay (Marne, UDI) Franck Leroy et de Givet (LR, Ardennes), Claude Wallendorf ; les vice-présidents Xavier Albertini (Région Grand Est, LR) et Pierre Cordier (CD 08 LR).

POUR BRUNO LE MAIRE Le sénateur (LR) des Ardennes et pré-

sident du conseil départemental Benoît Huré, le député maire (LR) de Reims Arnaud Robinet, le maire (LR) d'Auvillers-les-Forges (Ardennes), Miguel Leroy.

POUR FRANÇOIS FILON Le sénateur (LR) des Ardennes Marc Laménie, le député (LR) de la Marne Philippe Martin, le vice-président de l'agglomération de Charleville-Sedan (Ardennes) Patrick Fostier.

POUR JEAN-FRANÇOIS LECLER Jérôme Lavrilleux (député européen de l'Aisne).

UNE DOUZAINÉ DE CANDIDATS À LA CANDIDATURE

► Le suspense va durer jusqu'au 9 septembre. Qui parviendra à réunir les parrainages de 250 élus, dont vingt parlementaires, ainsi que de 2 500 adhérents ?

► Pour le moment, Sarkozy, Juppé, Le Maire, Fillon, Copé, NKM, Mariton, Morano, Guaino, Lefebvre, Didier et Myard chassent les parrains.

LE CHIFFRE

6 Sarkozy recule à la 6^e place chez les soutiens LR : 55 % d'opinions favorables (-13 pts, Ipsos-Le Point hier).

LA PHRASE

« Il est immédiatement opérationnel pour avoir déjà été à l'Élysée ; il a su mettre à profit ces quatre ans pour réfléchir à son projet ; il possède une vraie vision pour sortir le pays de sa léthargie et aura le courage d'aller au bout de ses projets. » Catherine Vautrin sur Nicolas Sarkozy

ÉCONOMIE

Baisse d'impôt pour les PME mais toujours pas pour les ménages

Dans le cadre du budget pour 2017, le gouvernement a annoncé hier un geste fiscal pour les petites et moyennes entreprises, mais rien pour les ménages pour l'instant.

1 PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES « Pour les PME, il y aura une baisse à 28 % de l'impôt sur les sociétés, sur une partie de leur bénéfice », a déclaré Manuel Valls dans un entretien accordé à L'Express, paraissant aujourd'hui. Cette mesure avait été évoquée fin juin par François Hollande, qui n'avait pas donné de précision sur l'ampleur du geste fiscal. Le gouvernement a fait savoir depuis qu'il entendait aligner l'impôt sur les sociétés (IS), à terme, sur la moyenne européenne, proche de 28 %. Actuellement, le taux d'IS est de 33,3 % dans l'Hexagone, avec un taux réduit de 15 % jusqu'à 38 120 euros de bénéfice annuel pour les entreprises réalisant un chiffre d'affaires inférieur à 7,63 millions d'euros. La réforme proposée par le Bercy prévoit donc de créer une tranche supplémentaire, appliquée aux bénéfices compris entre 38 120 euros et un plafond intermédiaire, non précisé.

Selon Le Monde, ce dernier pourrait être compris entre 50 000 et 70 000 euros. « L'objectif, d'ici 2020, est de baisser l'impôt sur les sociétés à 28 % pour tout le monde », rappelle Matignon. Le niveau de l'IS en France est régulièrement critiqué par le patronat, pour qui les entreprises hexagonales sont défavorisées face à leurs concurrentes de pays à la fiscalité plus clémente, comme l'Irlande (12,5 %) ou le Royaume-Uni (20 %).

Pour le président de la Confédération générale du patronat des petites et moyennes entreprises (CGPME), François Asselineau, l'annonce faite par M. Valls va donc « dans le bon sens », même si la mesure, qui s'appliquera sur les résultats de 2017, « ne sera pas effective avant 2018 ». L'organisation patronale avait réclamé ce week-end une baisse de l'IS à 25 % pour toutes les entreprises et un taux réduit de 12,5 % pour les bénéfices

« L'objectif, d'ici 2020, est de baisser l'impôt sur les sociétés à 28 % pour tout le monde »
Matignon

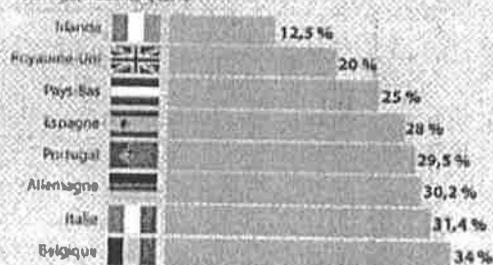
réintégrés au capital des PME, afin que ces dernières retrouvent « des forces en capitaux propres ». La baisse d'IS promise par le gouvernement s'intègre dans un mouvement plus large d'allègement de charges les entreprises, avec le pacte de responsabilité. La dernière tranche de ce dispositif, intégrée au budget 2017, porte sur cinq milliards d'euros.

Outre le taux réduit d'IS, le gouvernement prévoit « un allègement supplémentaire des cotisations sociales des indépendants à faible revenu ne bénéficiant pas du CICE » et une « mesure spécifique » pour le secteur non-lucratif, souligne M. Valls. Le CICE (crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi), dispositif phare du pacte de responsabilité, sera pour sa part porté de 6 % à 7 % de la masse salariale, pour les salaires allant jusqu'à 2,5 fois le Smic.

2 MÉNAGES Interrogé sur les éventuelles baisses d'impôts pour les ménages, le Premier ministre assure en revanche que les arbitrages « sont liés aux perspectives de croissance » et « n'ont pas encore été rendus ». « Le président de la République et moi-même voulons continuer de redonner du pouvoir d'achat aux Français », souligne néanmoins M. Valls, en évoquant « différentes pistes », comme « poursuivre la baisse de l'impôt sur le revenu » ou « augmenter la prime d'activité ».

François Hollande avait déclaré le 14 juillet que cette éventuelle nouvelle baisse des impôts des

LES ANNONCES DE MANUEL VALLS

Comparatif : l'impôt sur les sociétés en Europe...
Taux légal maximum, en %

particuliers, qui sera intégrée au projet de budget 2017, ne pourrait intervenir que si le gouvernement avait la « certitude » d'une croissance d'au moins 1,7 % l'an prochain. Mais les mauvais résultats en termes de croissance au deuxième trimestre (0 %, après 0,7 % au trimestre précédent) ont compliqué la donne pour le gouvernement, qui a indiqué qu'il attendrait la fin du mois d'août pour prendre sa décision. L'Insee doit publier vendredi sa deuxième estimation de produit intérieur brut (PIB) au deuxième trimestre. Si la croissance nulle était confirmée, l'objectif du gouvernement 2015 (1,5 %) pourrait être plus difficile à atteindre, et le budget 2017 plus difficile à boucler... à moins de surseoir aux engagements de réduction du déficit public.

3 DÉFICIT PUBLIC Manuel Valls a réaffirmé que le déficit public serait inférieur à 3 % en 2017, un objectif mis en doute en juin par la cour des comptes en raison des dépenses nouvelles engagées depuis le début de l'année. D'ici à la fin du quinquennat, « nous continuerons à agir et à innover, tout en poursuivant nos efforts de réduction des déficits. Je confirme ici que nous parviendrons à notre objectif : moins de 3 % en 2017 », a déclaré le Premier ministre.

4 MINIMA SOCIAUX Par ailleurs, cet automne, « nous amorcerons aussi la réforme des minima sociaux avec de premières mesures de simplification dans le projet de loi de financement de la Sécurité sociale », a indiqué hier le chef du gouvernement, jugeant que la lutte contre la précarité et la pauvreté seraient également « au cœur de la présidentielle ». Le Premier ministre réaffirme vouloir « engager le débat sur le revenu universel, à condition d'en clarifier les termes et les modalités ».

DES DÉPENSES EN HAUSSE EN 2017

► Valérie Rabault, la rapporteure du Budget à l'Assemblée nationale a chiffré à 4,3 milliards d'euros les dépenses supplémentaires

l'année prochaine.

► Selon le gouvernement, les dépenses augmenteront de 3,3 milliards d'euros par rapport à 2016.

LE CHIFFRE

373 milliards d'euros
C'est le budget de la France pour 2016.

LA PHRASE

« À partir de l'année prochaine, il n'y aura pas d'impôt supplémentaire sur qui que ce soit. (...) Il y a un moment où la classe moyenne ne peut plus accepter de hausse d'impôts. J'en prends l'engagement ! »

Le président François Hollande en novembre 2014

POLITIQUE

Sarkozy veut donner le tempo

Avec la parution de son livre, aujourd'hui, puis un meeting demain, Nicolas Sarkozy s'efforce de rythmer cette rentrée politique.

L'annonce de la candidature de l'ex-président (2007-2012), ses premiers meetings et interviews sont censés tout renverser sur leur passage et reléguer la concurrence aux oubliettes médiatiques. De fait, la mécanique ne semble pas rouillée. L'officialisation dès lundi après-midi de la candidature de Nicolas Sarkozy à la présidentielle, qui ne faisait pourtant aucun doute et devait impérativement intervenir avant demain selon les statuts du parti, a suffi à la faire qualifier de « surprise ». La forme, également, a paru étonner, avec un livre-programme (*Tout pour la France*, Plon) dont la publication, avait été tenue secrète. Suivront un premier exercice cathodique ce soir au journal de 20 heures de TF1, une interview au *Figaro Magazine* et une première grande réunion publique programinée demain à Châteaurenard (Bouches-du-Rhône).

Convaincre les Français

Hier, l'ancien président a reçu ses soutiens à son QG parisien, rue de l'Université, dont les élus de Paris Philippe Coujon et Pierre Lellouche, jusqu'ici proches de François Fillon.



Laurent Wauquiez (à gauche) remplace Nicolas Sarkozy à la tête du parti Les Républicains, Eric Woerth (à droite) devient secrétaire général du parti. AFP

Au parti, c'est le tandem Laurent Wauquiez-Eric Woerth qui prend le relais de M. Sarkozy, obligé de se mettre en retrait de la direction. Reste le plus délicat pour l'ancien président : convaincre les Français de lui faire à nouveau confiance. Ce n'est pas gagné à la lecture d'un sondage Elabe réalisé après l'annonce de sa candidature montrant que 79% des sondés ne souhaitent pas qu'il soit réélu l'an prochain.

Ses rivaux n'ont pas non plus renoncé et la bataille s'annonce rude d'ici la primaire des 20 et 27 novembre : alors qu'Alain Juppé et François Fillon effectuent leurs rentrées politiques respectives samedi à Chatou (Yvelines) et dimanche dans la Sarthe, Nicolas Sarkozy promet de brouiller allègrement le message en se rendant au Touquet (Pas-de-Calais) pour le Campus de rentrée des jeunes Républicains.

Taubira prévient Valls et Urvoas: "je peux devenir méchante !"

Taubira: l'ancienne ministre de la Justice prévient Valls et Urvoas: "je peux devenir méchante !"

L'ancienne garde des Sceaux Christiane Taubira revient dans le Canard enchaîné de cette semaine sur les "contradictions" du gouvernement en matière pénitentiaire, prévenant qu'elle peut "devenir méchante" et qu'elle va "(s) engager dans la campagne".

Mme Taubira avait tweeté le 10 août pour défendre sa politique pénitentiaire, après une visite de Manuel Valls à la prison de Nîmes, au cours de laquelle il avait affirmé qu'en la matière "le gouvernement agit, et tout particulièrement depuis que Jean-Jacques Urvoas est garde des Sceaux".

Revenant sur cette épisode, Mme Taubira affirme au Canard avoir été "archi-correcte", mais qu'il ne "faut pas (la) chercher".

Pointant les "contradictions" du Premier ministre et de son successeur, elle affirme qu'elle a dû "(s)e battre pour obtenir le milliard nécessaire" à son plan de création de 9.700 nouvelles places de prison.

Même, "à plusieurs reprises, Manuel (Valls lui) a demandé de retarder l'ouverture de chantiers de trois ou quatre mois, histoire d'accorder une petite respiration de trésorerie au budget de l'Etat", accuse-t-elle.

"Il ne faut pas que ces deux-là jouent à me faire la guerre ! Il y a eu en faveur de ma politique une dynamique collective, je ne vais pas laisser piétiner tout ça ! Je peux devenir méchante !", menace-t-elle.

Et d'ajouter, alors que les grandes manœuvres en vue de 2017 ont commencé: "je vais m'engager dans la campagne, mais, comment, je ne le sais pas encore. Je suis très sollicitée par des milieux divers, mais je ne ferai rien en catimini".

Mme Taubira est notamment invitée à participer à l'université d'été des frondeurs à La Rochelle, les 10 et 11 septembre. Vendredi, son entourage a indiqué à l'AFP qu'elle avait "réservé sa réponse".

Sollicité par l'AFP, Matignon n'avait pas réagi mardi en milieu d'après-midi aux attaques de Mme Taubira.

LE JOURNAL DE LA RÉGION



C'est vrai, il peut gagner

Le journal « Libération » a lancé les hostilités au lendemain de l'annonce de la candidature de Nicolas Sarkozy : « Le pire, c'est qu'il peut gagner », titrait le quotidien classé à gauche, hier.

On laisse « le pire » à leur libre appréciation de la situation. Le reste du titre, en revanche, est très juste. Sarkozy peut gagner. Parce qu'il sait s'y prendre. Ses rivaux en sont sans doute les premiers convaincus, d'ailleurs. Durant l'été, des parlementaires Les Républicains ont discrètement déposé un projet de loi destiné à revenir sur le cumul des mandats. Loi qui n'a aucune chance d'être votée, puisque la droite n'est pas majoritaire. Mais là n'était pas l'essentiel. Avec ce texte, Sarkozy a ramené des parlementaires qui craignent d'abandonner l'un ou l'autre de leur mandat. S'il est élu, il modifiera le texte qui doit entrer en vigueur aux législatives de 2017, leur a-t-il ainsi signifié. Et les cumulés continueront de cumuler. Comme avant. Avec ce signal,

Sarkozy a donné le ton et porté un coup à son concurrent Juppé. L'appareil, c'est à lui. Et il lui donne un avantage non négligeable, en tenant à sa botte une partie des caciques du parti, qui sont autant de relais sur le terrain. L'ancien Président part certes de loin, distancé dans les sondages par Alain Juppé. Mais lui plus que quiconque sait que le temps va faire son œuvre, et qu'une campagne se gagne où se perd dans la dernière ligne droite. Pas avant. La machine de guerre va vite se mettre en marche. Elle promet de faire des ravages, expérience oblige. Nuance tout de même : Sarkozy doit adoucir son image. Ce sera là son principal point faible et l'une des incertitudes de cette campagne.

Il semble loin aujourd'hui le temps où il annonçait, dans un sourire, son retrait de la vie politique. Personne ne l'avait cru. Alors oui, Sarkozy peut gagner. Mais doit-il gagner ? Aux sympathisants de droite, d'y répondre plutôt qu'à « Libération ».

LE DESSIN D'ALEX

1. HOLLANDE N'A PAS DE BOL.
2. MACRON N'EST PAS SOCIALISTE.
3. SARKOZY EST CANDIDAT.



4ÈME SURPRISE:
JE SUIS
CHAUVE !